

Elus et syndicats veulent sauver le service public

ÉLECTRICITÉ Selon le SDE 24, le projet Hercule malmènerait la qualité des infrastructures et ferait grimper les tarifs

Le projet de réforme d'EDF ne fait pas l'unanimité. Baptisé Hercule, il prévoit la scission de l'entreprise publique en trois unités dont l'une, regroupant les activités rentables, serait cotée en bourse. Mais pour le Syndicat départemental d'énergies de la Dordogne (SDE 24), les usagers, tout comme la nation et les collectivités territoriales, n'ont rien à gagner dans cette métamorphose.

Le SDE 24, propriétaire des 25 000 kilomètres de réseau électrique basse et moyenne tension du département, mobilise donc pour faire capoter le projet. Il fait front commun avec les syndicats (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC), les maires



Philippe Ducène, président du SDE 24, est hostile au projet Hercule. PHOTO PHILIPPE GREILLER

et cinq parlementaires (1). Cette opposition s'est manifestée par la signature d'une motion hostile,

élaborée par la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR).

Privatiser les profits

« Nous pensons que l'énergie doit rester un service public non marchand, insiste Philippe Ducène, président du SDE 24. Il doit continuer de dépendre de l'État et des collectivités locales. Cela assure la péréquation tarifaire et l'entretien du réseau dans l'intérêt de tous. »

Pour Philippe Ducène, Hercule organise le démantèlement du service public d'électricité en créant plusieurs entités distinctes. L'une regrouperait la vente de l'électricité, les activités d'Enedis et les énergies renouvelables. Particulièrement rentable, elle serait ouverte à l'actionnariat privé. « Cela conduirait à la privatisation des profits, tout en cassant la dynamique d'investissement d'Enedis », redoute le SDE 24.

Les enjeux sont importants pour la Dordogne estime le syndicat départemental. « C'est le système actuel qui, en 1937, a permis d'apporter l'électricité à tous les Périgordins. »

Le nouveau modèle pourrait remettre en cause la gestion locale conçue pour favoriser les investissements nécessaires aux activités économiques, ainsi qu'à la cohésion sociale et territoriale. « En Dordogne, on a investi 60 millions d'euros pour éradiquer les fils nus. Quel privé aurait fait ça ? », interroge Philippe Ducène.

Reste que pour terrasser Hercule, les opposants doivent non seulement convaincre le gouvernement, mais aussi la Commission européenne qui défend une séparation des activités d'EDF.

Pierre-Manuel Réault

(1) Le député Philippe Chassaing ne s'est pas associé.

« UN NON-SENS »

Marie-Claude Varailas, la sénatrice communiste de la Dordogne, avait fait voter une motion par le Conseil départemental et multiplie la communication autour du refus du projet Hercule. « Il marque une nouvelle étape du démantèlement et de la déréglementation du secteur, comme ce fut le cas pour France Télécom, GDF ou encore la SNCF », écrit l'élue dans un communiqué.

Elle dénonce la privatisation envisagée. « Livrer un monopole au privé c'est, à terme, voir les prix exploser pour les usagers qui deviennent des clients, et les conditions de travail se dégrader pour les salariés et donc pour le service. Prétendre résoudre tous les dysfonctionnements en généralisant le marché, en éclatant un peu plus le groupe, en segmentant les activités et en privatisant les énergies renouvelables et le réseau de distribution est un non-sens. »